

Association AIDER 17 SAD

Siège Social : Fief Montlouis – 17100 SAINTES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

Association AIDER 17 SAD

Fief Montlouis
17100 SAINTES

Mesdames, Messieurs les Adhérents,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AIDER 17 SAD relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

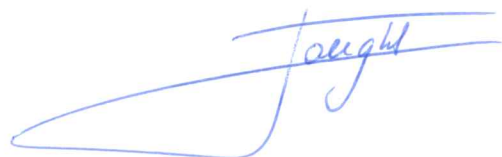
- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.
- Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.
- S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à SAINTES, le 2 mai 2025

SARL AUDIT BASSANT, LANGLET & Associés,
Membre de la Compagnie Régionale OUEST ATLANTIQUE

Christophe LANGLET,
Signataire



**Association AIDER 17 SERVICES A
DOMICILE**

1 Bld de Vladimir
17 100 SAINTES

COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

BILAN ACTIF

AIDER 17 SERVICES A DOMICILE

Adresse : CS 60262 - 17112 SAINTES Cedex

Code APE : 8810A

N° SIRET : 781 391 099 00087

Durée exercice en mois : 12

Durée exercice précédent en mois : 12

ACTIF	Exercice 2024 (selon ANC 2018-06)			Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, droits et val. similaires	32 164,11	31 954,11	210,00	210,00
Fonds commercial	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	3 806,00	3 806,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Matériel de bureau	17 993,42	17 993,42	0,00	0,00
Matériel informatique	36 228,00	32 157,05	4 070,95	4 448,30
Autres immobilisations corporelles	83 846,74	71 731,63	12 115,11	17 779,47
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	21 815,00	0,00	21 815,00	28 579,00
Total I	198 853,27	160 642,21	38 211,06	51 016,77
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	139 744,50	14 762,56	124 981,94	120 849,53
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
Autres	71 596,49	0,00	71 596,49	21 598,17
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	870 527,76		870 527,76	1 176 803,16
Charges constatées d'avance	93 278,20		93 278,20	86 612,00
Total II	1 175 146,95	14 762,56	1 160 384,39	1 405 862,86
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 374 000,22	175 404,77	1 198 595,45	1 456 879,63

BILAN PASSIF

PASSIF	Exercice 2024 (selon ANC 2018-06)	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres / fonds associatifs avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	457 858,77	384 530,92
Report à nouveau	-396 614,91	-262 472,62
Excédent ou déficit de l'exercice	-48 875,30	-38 878,20
Situation nette (sous total)	12 368,56	83 180,10
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	0,00	0,00
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Provisions réglementées		
Total I	12 368,56	83 180,10
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II	0,00	0,00
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III	0,00	0,00
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement	34 269,43	118 218,33
- sur autres ressources		
Total III bis	34 269,43	118 218,33
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	203 670,68	195 251,31
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	768 017,77	839 298,22
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	180 269,01	220 931,67
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	0,00	0,00
Total IV	1 151 957,46	1 255 481,20
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	1 198 595,45	1 456 879,63

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024 (selon ANC 2018-06)	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	1 219 241,93	1 185 106,92
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 279 870,16	3 474 996,77
Versements des fondat. ou conso. dotat° consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amort., dépréciat°, prov. et transf. de charges	77 707,74	75 391,70
Utilisations des fonds dédiés	95 984,00	72 066,00
Autres produits		
Cotisations		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotat° consommables virées au compte de résultat		
Autres produits	580,22	662,16
Total I	4 673 384,05	4 808 223,55
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	709 132,56	637 230,89
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	293 070,59	301 400,89
Salaires et traitements	2 988 719,82	3 082 884,80
Charges sociales	654 586,93	660 100,18
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	9 906,39	12 810,35
Dotations aux provisions	14 762,56	14 837,32
Reports en fonds dédiés	5 147,52	117 081,70
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges	58 178,88	57 632,01
Total II	4 733 505,25	4 883 978,14
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	-60 121,20	-75 754,59
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 356,50	1 759,69
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	2 356,50	1 759,69
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		

COMPTE DE RESULTAT (suite)

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024 (selon ANC 2018-06)	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	11 651,23	35 788,57
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	11 651,23	35 788,57
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	2 761,83	671,87
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	2 761,83	671,87
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	8 889,40	35 116,70
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	4 687 391,78	4 845 771,81
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	4 736 267,08	4 884 650,01
EXCEDENT OU DEFICIT	-48 875,30	-38 878,20

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	0,00	0,00
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	0,00	0,00

ANNEXES

Monnaie de tenue: EURO
Monnaie de présentation : EURO

AIDER 17 SERVICES A DOMICILE

1 Bd Vladimir
CS 60262
17105 SAINTES Cedex

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

SIRET : 781 391 099 00087

Ape : 8810 A

Activité : aide à domicile

Identification de l'association

Désignation de l'association : AIDER 17 SERVICES A DOMICILE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/24, dont le total est de 1 198 595.45 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant une perte de 48 875.30 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/24 au 31/12/24.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Objet social :

L'association AIDER 17 Services à domicile a pour but de proposer des prestations en vue de favoriser le maintien à domicile des personnes physiques, et des services en faveur des personnes morales, principalement en secteur rural.

L'association peut intervenir auprès des personnes physiques pour le compte d'établissements sociaux ou médico-sociaux.

Missions :

L'association loi 1901 sans but lucratif AIDER 17 services à domicile gère un Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (Saad prestataire) et un service mandataire pour le compte des particuliers employeurs.

Au titre de son Saad, AIDER 17 services à domiciles relève de La loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale.

Le SAAD « est autorisé au titre de l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles à exercer au domicile des personnes âgées de 60 ans et plus, où à partir de leur domicile, des prestations de services ménagers et des prestations d'aide à la personne pour les actes essentiels de la vie quotidienne » par le département de la Charente-Maritime (arrêté du 28/12/2016).

La mission du service est de permettre le maintien à domicile des personnes fragilisées par l'âge, le handicap ou la maladie, grâce à un accompagnement adapté de qualité, en favorisant le lien social et la prévention de la perte d'autonomie.

Moyens mis en oeuvre :

Pour mener à bien son activité, l'association mobilise les ressources suivantes :

- Des ressources humaines : les aides à domicile proposés sont titulaires soit d'un diplôme du domaine de l'aide à domicile, soit d'une solide expérience auprès des publics concernés.
- Des ressources matériels :
 - o Les locaux : AIDER 17 bénéficie des locaux loués et répartis sur l'ensemble du département, principalement sur les cantons de ses territoires prioritaires d'intervention.
 - o La flotte automobile : Chaque secteur pour les salariés en CDI réalisant plus de 100 Km d'intervention par mois, ainsi que le siège social sont équipés de véhicules afin de faciliter les déplacements de chacun.
 - o Le parc informatique, le matériel professionnel : Chaque salarié administratif est équipé d'un ordinateur portable, les aides à domicile utilisent dans le cadre professionnel des smartphones pour les besoins de la télégestion

Règles et Méthodes Comptables

Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été établis conformément au règlement de l'ANC n°2014-03 du 5 juin 2014, complétés et modifiés par les règlements ANC 2015-06 du 23 novembre 2015, ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au plan comptable général et ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 applicable aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ainsi que le règlement CRC 99-01 spécifique aux associations.

Pour la première application des règlements comptables 2002-10 et 2004-06, la société a opté pour un traitement prospectif. Cette option n'a pas entraîné un impact sur les capitaux propres d'ouverture.

Concernant l'application du règlement comptable 2018-06, l'association AIDER17 SAD n'a pas comptabilisé de contributions volontaires en nature, de libéralités, de commodats.

Changements de méthode

Les changements de méthode de présentation, survenus au cours de l'exercice, sont les suivants :

Les changements de méthode ont consisté en : néant

Leur impact sur la situation nette a été évalué à : néant

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Le coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

• Matériels de transport	3 à 5 ans
• Matériel de bureau et informatique	3 à 4 ans
• Mobiliers de bureau	3 à 10 ans
• Logiciels	2 ans
• Installations générales	5 ans

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Règles et Méthodes Comptables

Engagements de retraite

Les engagements de retraite ont été calculés sur la base des dispositions prévues par l'accord de branche étendu de l'aide à domicile pour le personnel administratif et les intervenants.

L'association n'a pas signé un accord particulier.

L'association n'a pas constaté ses engagements sous forme de provision.

Autres faits marquants de l'exercice

- Procédure de sauvegarde :

La procédure d'alerte lancée par le Commissaire aux comptes le 20 novembre 2017 s'est poursuivie par la réception en date du 6 avril 2018 d'un rapport spécial avec demande de convocation de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Le 27 avril 2018, l'Assemblée Générale Extraordinaire appelée à statuer sur les faits relevés par le Commissaire aux comptes a approuvé la demande de procédure de sauvegarde en vue d'assurer la continuité de l'exploitation de l'association.

Suite à l'audience au TGI de Saintes le 26 juin 2018, le tribunal a ouvert le 25 septembre 2018 une procédure de sauvegarde à l'égard d'UNA-dom 17 et a fixé une période d'observation de 6 mois.

Le tribunal a désigné en tant que :

Administrateur judiciaire : Maître MEQUINION, Bordeaux ;

Mandataire judiciaire : Maître HUMEAU, Saintes ;

Juge commissaire : Madame Danièle SION, magistrat du Tribunal, référent pour notre procédure ;

Commissaire-priseur : SCP GEOFFROY-BEQUET.

Une première audience a eu lieu le 23 octobre 2018. Un rapport, établi avec une projection financière sur 12 mois à compter de l'ouverture de la procédure ainsi qu'un prévisionnel de trésorerie ont été remis au juge. Le Tribunal a confirmé la poursuite de la procédure durant la première période d'observation.

Au cours d'une nouvelle audience du 22 janvier 2019, le Tribunal a statué en faveur d'une prolongation de la procédure de sauvegarde (6 mois) au regard de l'activité conforme aux prévisions budgétaires, du niveau de trésorerie suffisant pour payer les dettes et enfin au regard de l'équilibre financier retrouvé grâce aux mesures prises dans le cadre du plan d'actions 2018-2019. Cette période supplémentaire de 6 mois permettra de construire et présenter un plan de sauvegarde au cours de la nouvelle audience fixée au 25 juin 2019.

Lors de l'audience du 25 juin 2019, l'administrateur judiciaire a présenté à la Présidente du tribunal son rapport sur le bilan économique et social de l'association ainsi que son projet de plan de sauvegarde. Le tribunal a arrêté ce plan lors de son audience du 22 octobre 2019 et a nommé Maître Thomas Humeau en qualité de commissaire à l'exécution du plan. Le plan de sauvegarde prévoit un remboursement de la dette sur 9 ans.

- Recrutement :

Face à un nombre de candidatures en baisse ou à des candidats plus regardant en matière de conditions de travail ou de flexibilité, des mesures liées à la qualité de vie au travail ont été poursuivies afin de rendre le métier plus attractif : augmentation des salaires et du remboursement des indemnités kilométriques par application des avenants à la convention collective, attribution de véhicules de services afin de faciliter les déplacements des intervenants.

- Subventions versées par le Département de la Charente Maritime :

- 32 k€ : financement de l'augmentation du rembt des frais kilométriques des salariés utilisant leurs véhicules personnels
- 147 K€ : aide à la mobilité pour la location de véhicules de service,
- 118 K€ : dotation complémentaire pour financer les surcouts de l'avenant 43 à la convention collective,
- 355 K€ : dot complémentaire dite « qualité »
- 75 K€ : dot complémentaire de compensation

Règles et Méthodes Comptables

- Véhicules de service affectés :

L'attribution de véhicules de service affectés a eu pour double objectif de :

- Fidéliser les salariés déjà en poste
- Attirer de nouveaux salariés

Aider 17 SAD a équipé 98 salariés de véhicules de service via la location de 93 Opel Corsa pour une durée de 24 mois ainsi que l'achat d'un véhicule neuf sans permis et de 4 véhicules d'occasion.

L'année 2024 a été principalement marquée par de nombreux projets visant à développer et pérenniser l'activité du service.

- Reprise de l'activité du CCAS d'Aytré :

Sollicitée par la mairie d'Aytré, AIDER 17 a validé la reprise de l'activité d'aide à domicile du CCAS à compter du 01/01/2025.

L'année 2024 a été consacrée à la préparation des différents aspects de cette reprise d'activité : cadre politique et organisationnel, gestion des ressources humaines, aspects financiers et préparation opérationnelle.

- Séjour du numérique :

Le projet vise à généraliser l'utilisation du dossier usager informatisé (DUI) dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS), au service des personnes accompagnées et des professionnels. Pour ce faire, nous nous sommes rattachés à la grappe UNA.

- Mise en place et développement de l'espace client Dôme :

Afin d'aller plus loin dans sa démarche qualité, le nouvel espace client d'AIDER 17 est désormais accessible aux bénéficiaires et leur famille : consultation de planning en temps réel, messagerie sécurisée, centralisation de documents contractuels (factures, attestations fiscales, contrats...), cahier de liaison numérique.

- Renouvellement de la flotte de véhicule :

Les contrats de location dont les premières échéances arrivaient à terme au cours de l'été 2024 ont été reconduits pour une durée d'un an.

Eléments postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant.

ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

	Valeur brute des immob. début exerc.	Augmentations	
		Rééval.en cours exerc.	Acq., créat vir. à pst
Frais établissements, recherche et développpt			
Autres immobilisations incorporelles	38 970,11		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations agencements des constructions			
Installations techniques mat. outil.indust.	0,00		
Autres installations agencements aménagements	8 791,65		
Matériel de transport	79 855,09		3 600,00
Matériel de bureau, informatique, mobilier	57 224,80		2 464,68
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	145 871,54		6 064,68
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	0,00		
Autres titres immobilisés	231,00		
Prêts et autres immobilisations financières	28 348,00		
TOTAL	28 579,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL	213 420,65	0,00	6 064,68

	Diminutions		val. brute immob. à fin exercice	Réév. lég. val. origine fin exercice
	par vir de pste/pste	par cession ou mise hs		
Frais établissements, rech. et dév.			0,00	
Autres immobilisations incorporelles			38 970,11	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations agencements des constr.				
Installations techniques mat. outil.indust.			0,00	
Autres instal. agencements aménagements			8 791,65	
Matériel de transport		8 400,00	75 055,09	
Matériel de bureau, informatique, mob.		5 468,06	54 221,42	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		13 868,06	138 068,16	
Participations évaluées/équivalence				
Autres participations			0,00	
Autres titres immobilisés		0,00	231,00	
Prêts et autres immobilisations financ.		6 764,00	21 584,00	
TOTAL		6 764,00	21 815,00	
TOTAL GENERAL		20 632,06	198 853,27	

ETAT DES AMORTISSEMENTS

	Situations et mouvements de l'exercice			
	début exercice	dotations exercice	élts sortis reprises	fin exercice
Frais établissements, rech. et dév.				
Autres immobilisations incorporelles	38 760,11			38 760,11
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations agencements des constr.				
Installations techniques mat. outil.indust.				
Autres instal. agencements aménagements	8 791,65			8 791,65
Matériel de transport	62 075,62	7 064,36	6 200,00	62 939,98
Matériel de bureau, informatique, mob.	52 776,50	2 842,03	5 468,06	50 150,47
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	123 643,77	9 906,39	11 668,06	121 882,10
TOTAL GENERAL	162 403,88	9 906,39	11 668,06	160 642,21

	Ventilation des dotations aux mouvements de l'exercice			Mouvements affectant prov. amort. dérogatoires	
	linéaire	dégressif	exception.	Dotations	Reprises
Frais établ., rech. et dév.					
Immobilisations incorp.	0,00				
Terrains					
Constructions/sol propre					
Constructions/sol d'autrui					
Inst.gales/constructions					
Inst.techn.mat. outil.	0,00				
Inst.gales agencements	0,00				
Matériel de transport	7 064,36				
Mat.bureau, inform., mob.	2 842,03				
Emballages récupérab.					
TOTAL	9 906,39	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL	9 906,39	0,00	0,00	0,00	0,00

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties/pls exercices	Montant net début	Augmen- tation	Dotations aux amortiss.	Montant net à la fin
Charges à répartir/plusieurs exercices				0,00
Primes de rembours. obligations				

ETAT DES PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

	Montant début de l'exercice	AUGMENTATIONS Dotations	DIMINUTIONS Reprises	Montant fin de l'exercice
Pr. reconst.gisement Pr.investissements Pr.hausse de prix Pr.fluct. de cours Amort. dérogatoires Pr. pour prêts d'inst. Autres prov.régl.				
TOTAL 1				
Pr. pour litiges Pr.gar.données clts Pr.pertes/mar. terme Pr.amendes et pénalités Pr.pertes de change Pr.pens. et obl. Pr.pour impots Pr.renouvel. immob. Pr.grosses répar. Pr.ch.soc.fisc.congés Aut.pr.risq et charges				
TOTAL 2	0,00	0,00	0,00	0,00
/immos incorporelles /immos corporelles titres équiv. titres partic. autres financ. Sur stocks et en cours Sur comptes clients Autres prov p.dépréc.				
TOTAL 3	14 837,32	14 762,56	14 837,32	14 762,56
TOTAL GENERAL (1+2+3)	14 837,32	14 762,56	14 837,32	14 762,56
Dont dotations - d'exploitation et reprises - financières - exceptionnelles		14 762,56	14 837,32	

ETAT DES ECHEANCES
DES CREANCES ET DES DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au +	Plus un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux	18 638,95	8 691,29	9 947,66
Autres créances clients	121 105,55	121 105,55	
Créances représentatives titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres org. sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
Impôts/bénéfices			
T.V.A.			
Autres impôts			
Divers	0,00	0,00	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	71 596,49	71 596,49	
Charges constatées d'avance	93 278,20	93 278,20	
TOTAL GENERAL	304 619,19	294 671,53	9 947,66
Montant des prêts accordés dans l'exerc.			
Remboursements des prêts dans l'exerc.			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	à un an au plus	plus 1 an 5 ans au +	à plus de 5 ans
Fonds dédiés	34 269,43	33 132,80		1 136,63
Emprunts obligation. convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes : 1 an max. à l'origine				
auprès Ets crédit : plus 1 an à l'origine				
Emprunt dettes financières divers				
Avances et acomptes reçus	0,00	0,00		
Fournisseurs § comptes rattachés	203 670,68	203 670,68		
Personnel et comptes rattachés	484 174,36	484 174,36		
Sécurité sociale-autres org.soc.	283 843,41	283 843,41		
Etat, autres collectivités pub :				
Impôts sur les bénéfices	0,00			
T.V.A				
Obligations cautionnées				
Autres impôts	0,00	0,00		
Dettes sur immos-cptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	180 269,01	180 269,01		
Dettes représentat. titres prêtés				
Produits constatés d'avance	0,00	0,00		
TOTAL GENERAL	1 186 226,89	1 185 090,26	0,00	1 136,63
Emprunts souscrits dans l'exercice				
Emprunts remboursés dans l'exercice				
Montant emprunts, dettes/associés				

Etat récapitulatif des subventions

1 - Subventions d'exploitation reçues au titre de l'exercice :

	Montant
Aides à l'Emploi	14 334
Trésorerie - Mairie	230
MSA	30 000
MUTUALIA	2 000
CD	745 579
TOTAL	792 143

2 - Subventions d'investissement en cours au 31 décembre de l'exercice :

	Montant	Montant	Montant	Montant
Organisme financeur				
Année d'attribution				
Montant brut de la subvention				
Montant amorti en fin d'exercice				
Montant Net	-	-	-	-

Etat récapitulatif des autres produits

	Montant
Activité prestataires	3 697 406
Activité mandataires	3 016
Autres produits	6 548
TOTAL	3 706 969

Etat récapitulatif charges exceptionnelles

	Montant
Charges sur exercices antérieurs	
Remboursements sinistre tiers	562
VNC Eléments d'actif cédés	2 200
TOTAL	2 762

Etat récapitulatif des produits exceptionnels

	Montant
Produits exceptionnels sur opération de gestion	2 011
Produits de cession d'éléments d'actif cédés	9 640
TOTAL	11 651

Etat récapitulatif des transferts de charges

	Montant
Remboursement Formation	55 591
Remboursement Sinistre	3 567
Restitution Solde honoraires ARVA	3 291
Prise en charge actions commerciale	421
TOTAL	62 870

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	93 278	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	93 278	

Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	48 569
Disponibilités	
TOTAL	48 569

Charges à payer

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 102
Dettes fiscales et sociales	346 394
Autre dettes	
TOTAL	364 496

Filiales et participations

	% du capital détenu	Capitaux Propres (Hors Résultat)	Résultat dernier exercice
a) Filiales : (50% au moins du capital)			
b) Participations : (10 à 50% du capital)			
SA UES Groupe MSA	0,55%	227 998,68	4 402,12

Rémunération des dirigeants

Rémunérations allouées aux membres :	Montant
- des organes d'administration	Néant
- des organes de direction	Néant
- des organes de surveillance	Néant

TABLEAU DES FONDS ASSOCIATIFS

NATURE	MONTANT DEBUT EXO	PLUS	MOINS	MONTANT FIN EXO
Patrimoine intégré	-			-
Apports sans droit de reprise	-		-	-
Réserves	384 530,92	73 327,85		457 858,77
Report à nouveau	- 262 472,62	6 582,33	140 724,62	- 396 614,91
Résultat	- 38 878,20	38 878,20	48 875,30	- 48 875,30
Subvention d'investissement	-			-
TOTAL FONDS SANS DROIT REPRISE	83 180,10	118 788,38	189 599,92	12 368,56
Résultat sous contrôle tiers financeurs				-
Valeurs des biens affectés repris en fin d'apport				
Valeurs des biens affectés repris à la dissolution				
Valeurs des biens non affectés repris en fin d'apport				
Valeurs des biens non affectés repris à la dissolution				
Libéralités non encore autorisées				
Libéralités ayant le caractère d'apport sous condition				
Subvention d'investissement sous condition				
TOTAL FONDS AVEC DROIT REPRISE	-	-	-	-
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	83 180,10	118 788,38	189 599,92	12 368,56

ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE PENSIONS, RETRAITES ET ENGAGEMENTS ASSIMILES

Lorsqu'un contrat de travail prend fin en raison d'un départ à la retraite, l'employeur doit verser au salarié une indemnité de mise à la retraite.

La structure n'a pas constaté ses engagements sous forme de provision, mais en engagement hors bilan.

Aider 17 Services à domicile applique l'accord de branche étendu de l'aide à domicile.

L'âge limite de départ la retraite est de : 64 ans

Pour les salariés régis sous l'accord de branche étendu de l'aide à domicile, l'indemnité de départ à la retraite est calculée sur la base du dernier salaire brut mensuel normal comme suit :

Date de calcul

31/12/2024

Age de départ en retraite

64

Probabilité de survie

Homme :

86 225

Femme :

92 871

Rémunération mensuelle plafonnée

999999

Taux de progression des salaires

2,00%

Taux d'actualisation

3,38%

Taux de charge moyen

31,42%

Indemnité-Coefficient	Années Seuils	Coef.	Suppl. annuel
Renseigner dans ce tableau en fonction de la convention collective de rattachement le montant de l'indemnité de départ à la retraite.	5	0,50	
	10	1,00	
	15	1,50	
	20	2,00	
	25	2,50	
	30	3,00	

Turn-over annuel par tranche d'âge	Pourcentage
18 à 30	10,0%
31 à 35	7,0%
36 à 40	4,0%
41 à 45	3,0%
46 à 50	2,0%
51 à 65	1,0%

Le détail du calcul de l'indemnité de retraite donne

160 291,00 €

TABLEAU DES FONDS DEDIES ET REPORTEES

Fonds reportés	Fonds reportés ouverture	Report	Utilisation	Fonds reportés clôture
fonds reportés liés aux legs ou donation	-			-
TOTAL FONDS REPORTEES	-	-	-	-

Fonds dédiés	Fonds dédiés ouverture	Report	Utilisation		Transferts	Fonds dédiés clôture	
			Montant global	dont rembt		Montant global	dont fonds dédiés à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions exploitation Contribution financières d'autres organismes Ressources liées à la générosité public	118 218,33	33 132,80	117 081,70			34 269,43	1 136,63
TOTAL FONDS REPORTEES	118 218,33	33 132,80	117 081,70	-	-	34 269,43	1 136,63

Tableau du personnel

CATEGORIES	EFFECTIF présent au 31/12			ETP Moyenne Annuelle
	Hommes	Femmes	Total	
Cadres	0	2	2	1,9
Employés	2	148	150	118,53
Ouvriers				
Contrat Unique d'insertion	0	2	2	1,65
Contrat de Professionnalisation	0	0	0	
Contrat d'apprentissage	0	0	0	
Contrat initiative Emploi	0	0	0	
TOTAL	2	152	154	122,08

Tableau d'affectation des résultats

1°) Gestion contrôlée (activités encadrées)

a) Calcul du résultat corrigé à affecter

RESULTAT COMPTABLE N :	DEFICIT : 45 486.30 €	EXCEDENT :
Report à nouveau affecté à N	Dépenses de CP non financées	Réserve de compensation :
Résultat exercice(s)	DEFICIT N-2 N-3 N-4	EXCEDENT N-2
+/- value de recettes N-1 reprises en N	- values de Recettes N-1 €	+ values de Recettes N-1
Reprise anticipée :		
+/- value de recette* N à reprendre en N+1	- values de Recettes N	+ values de Recettes N
	Total 1	Total 2

Résultat corrigé à affecter (Total 2 – Total 1)	DEFICIT : 45 486.30 € Négatif	EXCEDENT : Positif
---	----------------------------------	-----------------------

(*) Etablissements sanitaires sous dotations globales

b) Proposition d'affectation du résultat corrigé

Résultat corrigé à affecter	DEFICIT : 45 486.30 €	EXCEDENT : €
Affectation proposée affecté à N	Réserve de Report Ex. : 45 486.30 € ultérieur(s) (préciser) N+2 N+3 N+4	Réserve de Report Ex. : Mesures exploitation Dépenses refusées en application de l'art R314-52 du CASF (reprise N-1) : Compensation Report N+2

(1) Détailler si nécessaire le calcul de résultat corrigé à affecter et la proposition d'affectation pour chaque établissement ou service.

Tableau d'affectation des résultats

2°) Gestion propre

Résultat comptable	DEFICIT	3 389.00 €	EXCEDENT
Affectation	Report à Nouveau Autres réserves	3 389.00 €	Report à nouveau Autres Réserves : Réserves pour projet Associatif

Le résultat 2024 s'élève à – 48 875.30 €.

Le Conseil d'Administration propose :

- ➔ de prélever le résultat déficitaire issu de l'activité « Mandataire » aux autres réserves, soit – 3 389.00 €,
- ➔ d'affecter, sous réserve de l'accord de l'autorité de tarification, le résultat issu de l'activité « SAD prestataire » d'un total de – 45 486.30 € de la manière suivante :
 - affectation de – 45 486.30 € en réserves de compensation,

Dans l'attente de l'arrêté de validation du compte administratif 2024, l'intégralité du résultat SAD prestataire sera porté dans un compte de report à nouveau réservé aux résultats sous contrôle de tiers financeurs.

Affectation du résultat 2022 d'Aider 17 SAD validée par l'autorité de tarification

Concernant l'activité « SAD prestataires », l'autorité de tarification s'est positionnée le 9 juillet 2024 sur l'affectation définitive du résultat 2022 s'élevant comptablement à + 71 387.54 €.

Les dépenses de communications (fleurs, cérémonie .) ont été refusées pour 2 002.90 €.

La variation de provision pour congés à payer n'est pas financée pour 2 877.65 €.

Des produits déjà comptabilisés au titre des exercices antérieurs n'ont pas été pris en compte pour 4 579.43 €.

La dotation « avenant 43 » n'a pas été consommée pour 21 936.24 € et est à considérer comme un fonds dédié.

Affectation du résultat 2023 d'Aider 17 SAD en attente de validation par l'autorité de tarification

Concernant l'activité « SAD prestataires », l'autorité de tarification ne s'est pas encore positionnée sur l'affectation définitive du résultat 2023.

Le résultat 2023 reste donc en compte de report à nouveau réservé aux résultats sous contrôle de tiers financeurs pour – 66 459.43 €

Tableau d'affectation des résultats

Après prise en compte de ces éléments (2024), les fonds associatifs se répartiront de la façon suivante :

- Autres réserves	:	303 833.56 €
- Report à nouveau déficitaire	:	- 260 329.26 €
- Réserve de compensation	:	150 636.21 €
- Dépenses pour congés payés	:	- 16 803.01 €
- Autres dépenses non opposables aux tiers financeurs	:	- 510.70 €
- Dépenses refusées	:	- 52 512.51 €
- Résultat en attente d'affectation	:	- 111 945.73 €

Total	:	12 368.56 €
-------	---	-------------

Et les fonds dédiés, abondés de 21 936.24 € en 2024, s'élèveront à 34 269.43 €

Informations diverses

Honoraires du commissaire aux comptes : 9 000 €